



Arrêt

n° 162 160 du 16 février 2016
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 décembre 2015 par X, qui déclare être de nationalité turque, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 27 novembre 2015.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 janvier 2016 convoquant les parties à l'audience du 5 février 2016.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me K. HAELTERS, avocat, et I. MINICUCCI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

D'après vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité turque et d'origine ethnique kurde. Vous invoquez à l'appui de cette demande d'asile les faits suivants.

Vous avez fait partie de l'aile de la jeunesse du BDP jusqu'en 2012 puis êtes devenue sympathisante du HDP.

En juillet 2011, votre père a eu un accident de travail et il a été hospitalisé. Ne pouvant poursuivre vos études et tentant de trouver du travail pour subvenir à vos besoins, vous en avez parlé à un oncle

incarcéré qui vous a finalement mis en contact avec une de ses connaissances. Cette personne vous a alors trouvé un emploi dans l'hôpital universitaire de Dicle et parallèlement vous avez poursuivi vos études supérieures. En échange de vous avoir trouvé cet emploi, l'ami de votre oncle vous a demandé de lui rendre service, à savoir servir d'intermédiaire entre lui et des détenus qui étaient hospitalisés dans les services où vous travailliez. Vous avez compris que cet ami était en fait membre du KCK (Koma Civakên Kurdistan – Groupe des communautés du Kurdistan).

En juillet 2014, votre oncle a été amené à l'hôpital et vous avez demandé à ce qu'il soit hospitalisé. Il s'est toutefois enfui lors de son hospitalisation, ce qui a entraîné votre arrestation et une garde à vue de deux jours durant lesquels vous avez été maltraitée, interrogée et accusée d'avoir aidé votre oncle à s'enfuir. Vous avez ensuite été libérée et quelque temps plus tard, votre oncle s'est rendu de lui-même aux autorités.

Fin de l'année 2014, deux détenus blessés ont été hospitalisés aux soins intensifs de l'hôpital où vous travailliez. L'ami de votre oncle vous a demandé dans un premier temps de lui transmettre un message et ensuite il vous a demandé d'aider ce détenu, en collaboration avec une infirmière, à s'évader le 10 janvier 2015. Après l'évasion, cette infirmière vous a conseillé de ne pas rentrer à votre domicile ce jour-là et plus tard, vous avez appris que vous étiez recherchée. Vous avez donc pris contact avec l'ami de votre oncle qui vous a conseillé de rejoindre les montagnes ou de quitter le pays. Vu vos douleurs au dos, vous avez opté pour cette deuxième solution et avez ainsi quitté le pays, par voie aérienne et en possession de documents d'emprunt, le 12 janvier 2015.

Vous êtes arrivée sur le territoire belge le 15 janvier 2015 et vous avez introduit une demande d'asile auprès des autorités compétentes le 21 janvier 2015.

B. Motivation

L'examen attentif de votre demande d'asile a mis en exergue un certain nombre d'éléments empêchant de considérer que les conditions de protection internationale prévues par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés sont rencontrées, qu'il existe dans votre chef une crainte actuelle et fondée de persécution ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980.

Vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile des craintes vis-à-vis des autorités turques en raison de votre participation à l'évasion d'un membre du KCK en janvier 2015 et d'une garde à vue en juillet 2014 (audition du 6 octobre 2015 pp. 9-10). Vous n'invoquez pas d'autre crainte à la base de cette demande d'asile (audition du 6 octobre 2015 pp. 10, 18). Il n'est toutefois pas possible de considérer les craintes que vous invoquez comme établies.

Force est tout d'abord de constater qu'interrogée sur votre appartenance politique, vous déclarez avoir été membre de l'aile de la jeunesse du parti BDP jusqu'en 2012 et ensuite avoir été sympathisante du parti HDP pour lequel vous aviez des activités de trois à quatre fois par an (audition du 6 octobre 2015 p. 6) alors qu'au moment de l'introduction de votre demande d'asile, à cette même question, vous n'aviez pas du tout invoqué le BDP ou HDP mais vous vous disiez sympathisante du KCK de septembre 2011 jusqu'à votre départ du pays (questionnaire, rubrique 3.3). Quoi qu'il en soit le Commissariat général constate que vous déclarez n'avoir eu aucun ennui lors de ces activités politiques et ne les invoquez nullement comme un élément de crainte en cas de retour vers la Turquie.

En ce qui concerne le KCK dont était membre l'ami de votre oncle pour lequel vous collaboriez, le Commissariat général constate que vous ne pouvez donner l'identité complète de cette personne mais juste un prénom que vous pensez peut-être être un surnom (audition du 6 octobre 2015 p. 6). De plus, vous ne connaissez pas sa fonction au sein de ce mouvement et ne connaissez aucune autre personne (audition du 6 octobre 2015 p. 15). Vous n'avez pas eu d'autres activités pour ce mouvement que les missions que vous donnait l'ami de votre oncle (audition du 6 octobre 2015 p. 16).

Vous déclarez également que l'ami de votre oncle avait d'autres intermédiaires dans l'hôpital de Dicle mais vous n'en connaissez aucun, si ce n'est l'infirmière intervenue avec vous pour l'évasion du blessé en janvier 2015, ce que vous justifiez par le fait que cela devait rester secret et que vous risquiez d'avoir des soucis (audition du 6 octobre 2015 p. 16). Quant à cette infirmière, vous connaissez certes son identité mais vous ne pouvez dire non plus de quelle manière elle est entrée personnellement en contact avec l'ami de votre oncle (audition du 6 octobre 2015 p. 16).

Vous déclarez que le fait à l'origine de votre départ du pays est l'évasion d'un blessé mais interrogé sur celui-ci, vos propos restent évasifs voire contradictoires. Ainsi, vous déclarez qu'il s'appelait [M.H.] et à la question de savoir si c'était sa véritable identité, vous dites l'ignorer mais supposez que oui (audition du 6 octobre 2015 p. 13) alors qu'au moment de l'introduction de votre demande d'asile, vous affirmiez qu'il ne s'agissait pas de sa véritable identité (questionnaire, rubrique 3.5). Aussi, questionnée sur ce patient, vous dites qu'il avait un lien, une fonction avec le KCK mais ne pouvez donner plus d'information à ce sujet, vous déclarez qu'il vous a parlé de lui mais quant à savoir les informations que vous connaissez de lui, vous vous limitez à invoquer l'endroit d'où il était originaire, le fait qu'il portait un prénom en tatouage et qu'il chantait (audition du 6 octobre 2015 p. 12). Vous ne pouvez dire avec une précision autre que « novembre ou décembre » le moment où ce blessé avait été transféré à l'hôpital de Dicle (audition du 6 octobre 2015 p. 12).

Quant à savoir les suites de cette affaire, vous déclarez que l'infirmière qui était votre complice vous a conseillé de partir, que vous vous êtes rendue dans votre famille et qu'ultérieurement vous avez appris que vous étiez recherchée et que l'ami de votre oncle vous a dit que l'infirmière avait dû vous dénoncer (audition du 6 octobre 2015 pp. 14, 15, 16). Vous n'invoquez aucun interrogatoire alors qu'au moment de l'introduction de votre demande d'asile, vous mentionniez que la police ayant constaté la disparition du blessé, vous avait interrogées, l'infirmière et vous et que celle-ci vous avait dénoncée (questionnaire, rubrique 3.5).

Aussi, vous ne pouvez dire ce qu'est devenue cette personne que vous avez aidée à s'évader ou encore l'ami de votre oncle (audition du 6 octobre 2015 pp. 15, 17) et en ce qui concerne l'infirmière, vous ignorez les circonstances de son arrestation mais affirmez avoir appris par l'intermédiaire d'une connaissance qui elle-même l'a appris de votre mère, que cette dame était toujours en détention et qu'elle avait donné votre nom, vous ne pouvez toutefois pas dire comment votre mère a pu apprendre toutes ces informations (audition du 6 octobre 2015 pp. 15, 16-17).

De plus, interrogée sur l'évolution de votre situation vous alléguiez avoir des contacts via le réseau social Facebook mais n'avoir pas demandé d'informations sur votre situation (audition du 6 octobre 2015 pp. 8-9) et vous ignorez s'il y a eu des suites pour votre famille après votre départ du pays (audition du 6 octobre 2015 p. 16). Dans de telles conditions, le Commissariat général reste démuné de la moindre information fiable et concrète permettant d'établir qu'il existe, dans votre chef et à l'heure actuelle, l'existence d'un risque de persécution ou d'un risque réel.

Le caractère lacunaire voire contradictoire de vos déclarations ne permet pas de considérer les faits que vous invoquez comme établis et par conséquent les craintes liées à ces faits ne peuvent l'être davantage.

Enfin le Commissariat général estime que la vitesse à laquelle votre voyage a été organisé ne peut être considéré comme crédible. En effet, vous dites avoir aidé ce détenu à s'évader le matin du 10 janvier, avoir été avertie des recherches à votre rencontre dans l'après-midi, avoir contacté l'ami de votre oncle directement, vous être rendue à Istanbul le lendemain pour quitter le pays avec des documents d'emprunt, par voie aérienne de surcroît, le jour même (audition du 6 octobre 2015 pp. 8, 14-15).

En ce qui concerne la garde à vue que vous avez vécue en juillet 2014 dans le cadre de l'évasion de votre oncle, force est de considérer que ce fait n'est nullement à l'origine de votre départ du pays, qu'après avoir été libérée – et ce alors que votre oncle était toujours en fuite vu qu'il ne s'est rendu aux autorités que deux ou trois semaines plus tard (audition du 6 octobre 2015 p. 10), vous n'avez plus rencontré de problèmes en lien avec ce fait (audition du 6 octobre 2015 p. 10) et vous avez même obtenu une carte d'identité en novembre 2014 (fardes inventaire des documents, document n° 1). Quoi qu'il en soit, aucun élément ne permet de considérer ce fait comme étant une persécution de vos autorités ou que vous puissiez à nouveau être confrontée à des problèmes, pour ce motif, en cas de retour en Turquie.

Au surplus, vous déclarez avoir deux oncles paternels en Belgique, l'un ayant la nationalité belge et l'autre étant toujours en cours de procédure d'asile (Déclaration Office des étrangers, rubriques 19 et 20 ; audition du 6 octobre 2015 p. 4). Vous n'invoquez toutefois pas de crainte en lien avec ceux-ci et le Commissariat général n'est nullement tenu par ces liens de famille dans la mesure où chaque demande d'asile est examinée individuellement et que le fait d'avoir de la famille en Belgique ne contraint pas le Commissariat général à accorder de facto une protection internationale.

Aussi, alors que vous présentez une carte d'identité mentionnant votre date de naissance comme étant le 22 septembre 1990, date que vous avez également donnée lors de l'introduction de votre demande d'asile, vous alléguiez qu'en fait votre véritable date de naissance est le 12 décembre 1991 et interrogée sur ce fait, vous alléguiez que c'est votre père qui a modifié vos données lors de votre enregistrement auprès des autorités turques – comme les données de certains de vos frères et soeurs – sans que vous en sachiez la raison. Vous supputiez que c'était dans l'optique de vous marier plus tôt mais n'en avez aucune certitude (audition du 6 octobre 2015 pp. 2, 3 et 4). Quoi qu'il en soit, le Commissariat général estime que cela ne modifie en rien l'analyse de vos déclarations et des craintes alléguées.

Aussi, le Commissariat général note qu'il ressort d'une analyse approfondie de la situation actuelle en matière de sécurité en Turquie (voir copies jointes au dossier administratif) qu'en juillet 2015, la reprise du conflit entre le PKK et les autorités turques a mis un terme au cessez-le-feu en vigueur depuis 2013 et a interrompu le processus de paix entre les deux parties susmentionnées.

Les affrontements armés entre le PKK et les autorités turques se déroulent dans les régions montagneuses de l'est et du sud-est de la Turquie. Il n'y a pas d'affrontements directs entre les autorités turques et le PKK en zone urbaine, que ce soit dans le sud-est ou dans le reste du pays. Notons néanmoins que des affrontements ont eu lieu dans certaines villes du sud-est entre les forces de sécurité turques et des jeunes sympathisants du PKK ou des membres de l'YDG-H. En outre, le PKK commet occasionnellement des attentats dans les villes contre des cibles étatiques. Malgré que le PKK et les autorités turques se prennent mutuellement pour cible, des victimes civiles collatérales sont parfois à déplorer à l'occasion de ces affrontements. L'instauration des zones de sécurité dans quinze provinces de l'est et du sud-est de la Turquie a un impact sur la vie des civils. En effet, ceux-ci restreignent leurs déplacements et leurs activités. La mise en place de couvre-feux a aussi une influence sur les civils du sud-est de la Turquie.

Le conflit en Syrie voisine a également un impact sur les conditions actuelles de sécurité. Cependant, la situation militaire à la frontière entre la Turquie et la Syrie est restée généralement calme, mais tendue.

Par conséquent, l'ensemble des événements précités ne sont pas suffisants pour pouvoir conclure qu'il existe actuellement en Turquie un risque réel de menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle à l'occasion d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers.

Vous déposez à l'appui de votre demande d'asile des documents qui ne sont pas à même d'inverser le sens de la présente décision. Ainsi, vous présentez une carte d'identité turque ainsi que deux cartes universitaires (farde inventaire des documents, documents n° 1, 2, 3). Ces documents attestent de votre identité, de votre nationalité et de votre fonction qui ne sont nullement remis en cause par le Commissariat général.

Vous déposez également des documents médicaux relatifs à l'hospitalisation de votre père en juillet 2011 et celle de votre oncle en avril 2014 (farde inventaire des documents, documents n° 4 et 5). Le Commissariat général ne remet nullement en cause l'hospitalisation de vos proches mais elles n'attestent en rien des faits et craintes invoqués à l'appui de votre demande d'asile.

Quant aux deux incapacités de travail vous concernant, vous déclarez qu'il s'agit de deux documents car après une première incapacité de travail de dix jours, vous en avez eu une seconde (audition du 6 octobre 2015 pp. 3, 10). Force est toutefois de constater qu'il s'agit du même document mentionnant un arrêt de travail de 10 jours et qui plus est, aucun élément ne permet d'établir les circonstances dans lesquelles ont été occasionnées les blessures ou lésions ayant menées à cette incapacité de travail, d'autant que ce document fait référence à une chute. Il n'est donc pas à même d'établir les faits avancés, à savoir que vous avez été maltraitée durant une garde à vue.

Force est de conclure que dans de telles conditions, le Commissariat général estime qu'il n'est pas permis d'établir l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. De l'ensemble de ce qui a été relevé supra, rien ne permet de conclure non plus, à un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans la définition de la protection subsidiaire (art.48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980).

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

2.2 La partie requérante invoque la violation des articles 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

2.3 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

2.4 En conclusion, la partie requérante demande au Conseil d'annuler la décision attaquée et, en conséquence, d'accorder à la requérante le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire ou *« d'au moins renvoyer le dossier au Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides afin que le CGRA réexamine le dossier au vu des nouveaux documents »*.

3. les éléments nouveaux

3.1 La partie requérante joint à sa requête trois articles de presse tirés de la consultation du site Internet HLN.BE respectivement intitulés « Turkse luchtmacht bombardeert PKK in Noord-Irak », « Turks offensief tegen PKK eist 26 mensenlevens » et « Rellen tussen Koerdische militanten en de politie in Diyarbakir ». Ces articles sont datés du 9 décembre 2015, 17 décembre 2015 et 1^{er} novembre 2015.

3. 2 Le dépôt de ces documents est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980.

4. L'examen du recours

4.1 La décision attaquée rejette la demande d'asile de la requérante après avoir estimé que les faits invoqués par cette dernière ne pouvaient conduire à la reconnaissance de la qualité de réfugié ou à l'octroi du statut de protection subsidiaire. C'est ainsi qu'elle relève, tout d'abord, que la requérante n'a pas mentionné ses liens avec le BDP et le HDP lors de l'introduction de sa demande d'asile ; en tout état de cause, elle constate que la requérante déclare elle-même n'avoir eu aucun ennui en raison de ses activités pour le BDP ou le HDP et qu'elle ne les invoque pas comme motif de crainte en cas de retour. Ensuite, concernant l'ami de son oncle, membre du KCK, avec lequel elle collaborait, la décision querellée relève que la requérante ne connaît pas son identité complète, sa fonction au sein du KCK, ses autres collaborateurs au sein de l'hôpital de Dicle (hormis l'infirmière intervenue avec elle pour l'évasion) et ce qu'il est devenu après l'évasion de M.H. Concernant le KCK, la décision relève qu'hormis l'ami de son oncle avec lequel elle a accepté de collaborer, la requérante ne connaît aucune autre personne qui en serait membre et elle n'a pas eu d'autres activités en dehors des missions que lui confiait l'ami de son oncle. Concernant le détenu dont la requérante a participé à l'évasion, la décision relève des propos contradictoires concernant la question de savoir si elle a connaissance de l'identité de cette personne ainsi que des imprécisions concernant son rôle au sein du KCK ; elle pointe en outre que la requérante ignore ce que cette personne est devenue. La décision relève encore le fait que, dans son questionnaire à l'Office des étrangers, la requérante déclarait avoir été interrogée par ses autorités après l'évasion du détenu blessé alors que, lors de son audition au Commissariat général, elle n'évoque aucun interrogatoire particulier. Il est également souligné que la requérante ne cherche pas à se renseigner sur sa situation actuelle au pays et qu'elle ignore s'il y a eu des suites pour sa famille après son départ du pays. En outre, la rapidité avec laquelle son voyage vers la Belgique a été organisé n'est pas jugée crédible. Quant à la garde à vue de la requérante en juillet 2014 suite à l'évasion de son oncle, la décision constate qu'il ne s'agit pas de la cause de son départ du pays et qu'elle n'a plus eu de problèmes après avoir été libérée. La partie défenderesse considère enfin qu'il ne peut être conclu qu'il existe actuellement en Turquie un risque réel de menaces graves en raison d'une violence aveugle à l'occasion d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980. Pour terminer, les documents déposés au dossier administratif sont jugés inopérants.

4.2. Dans sa requête, la partie requérante conteste les motifs de la décision attaquée. D'emblée, elle souligne que les problèmes qu'elle a rencontrés en Turquie sont liés aux services qu'elle a rendus pour le KCK et non à ses liens avec les partis BDP ou HDP. Par ailleurs, elle justifie les imprécisions et lacunes dont elle a fait preuve en invoquant que le KCK est une organisation fondée par le PKK et proche de celui-ci, de sorte que ses membres sont prudents et ne dévoilent pas d'informations personnelles sur eux. Elle avance en outre avoir appris que, depuis son départ de Turquie, la police est passée plusieurs fois chez ses parents pour demander après elle. Sous l'angle de la protection subsidiaire, elle invoque que ses liens avec le KCK font d'elle une cible de l'Etat islamique, que la situation actuelle en Turquie est toujours dangereuse pour les kurdes, que l'Etat turc continue de bombarder le PKK dans le Sud-Est de la Turquie et que des manifestations violentes ont éclaté à Diyarbakir entre les forces de l'ordre et les manifestants kurdes.

4.3. Le Conseil rappelle tout d'abord que, conformément à l'article 39/2, §1er de la loi du 15 décembre 1980, il exerce une compétence de pleine juridiction lorsqu'il est saisi, comme en l'espèce, d'un recours à l'encontre d'une décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. A ce titre, il peut « *décider sur les mêmes bases et avec une même compétence d'appréciation que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. Le recours est en effet dévolutif et le Conseil en est saisi dans son ensemble. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides s'est appuyé pour parvenir à la décision* » (Doc. Parl., Ch. repr. , sess. ord. 2005-2006, n° 2479/1, p.95). Il lui revient donc, indépendamment même de la pertinence de la motivation attaquée, d'apprécier si au vu des pièces du dossier administratif et des éléments communiqués par les parties, il lui est possible de conclure à la réformation ou à la confirmation de la décision attaquée ou si, le cas échéant, il manque des éléments essentiels qui impliquent qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de celle-ci sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

4.4. En l'espèce, après un examen attentif du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil considère que, dans l'état actuel de l'instruction de l'affaire, les motifs invoqués par la partie défenderesse sont insuffisants pour que le Conseil puisse statuer en pleine connaissance de cause sur la nécessité d'octroyer une protection internationale à la requérante.

4.5. Ainsi, tout d'abord, bien qu'il soit reproché à la requérante de ne pas avoir mentionné ses activités politiques pour le BDP et pour le HDP lors de l'introduction de sa demande d'asile, et bien que la requérante déclare elle-même, lors de son audition et dans son recours, que ses problèmes ne sont pas liés aux activités qu'elle a pu avoir pour ces partis, le Conseil constate que, dans sa décision, la partie défenderesse ne semble pas remettre en cause le fait que la requérante ait pu mener des activités en faveur de ces deux partis.

Or, au vu du contexte sécuritaire, politique et ethnique notoirement délicat et fortement évolutif en Turquie, le Conseil estime nécessaire que soient versées au dossier administratif des informations complètes et actuelles sur la situation des sympathisants et membres du BDP et du HDP.

4.6. Par ailleurs, le Conseil rappelle qu'en vertu de sa compétence de plein contentieux, il statue en tenant compte de la situation telle qu'elle existe au moment de la clôture des débats. Partant, le Conseil doit tenir compte de l'évolution de la situation générale du pays de provenance du demandeur d'asile.

A cet égard, concernant la situation sécuritaire en Turquie, le Conseil observe que la partie défenderesse a versé au dossier administratif deux documents intitulés « *COI Focus – TURQUIE – Situation sécuritaire – 20 mai 2015 (update)* » et « *COI Focus – TURQUIE – Situation sécuritaire. Les événements de juillet et août 2015* », daté du 3 septembre 2015. La lecture de ce dernier document en particulier laisse apparaître un contexte général d'insécurité ; on peut notamment y lire que « *Le processus de paix entre le PKK et les autorités turques, interrompu depuis le début de la campagne électorale en avril 2015, est à présent à l'arrêt* ».

Aussi, il est de notoriété publique que la région du Sud-Est de la Turquie, en particulier la ville de Diyarbakir d'où la requérante déclare être originaire, est actuellement en proie à de violents affrontements entre l'armée turque et les milices kurdes du PKK. Ce regain de violence dans la région d'origine de la requérante ressort d'ailleurs également des articles de presse annexés à la requête introductive, lesquels sont plus récents que les informations déposées par la partie défenderesse.

Ainsi, il y a lieu de constater, d'une part, que l'évolution de la situation sécuritaire en Turquie, et en particulier dans la région d'origine de la requérante (Diyarbakir) située au Sud-Est de la Turquie, n'a pas été prise en compte dans l'analyse de la crainte invoquée par celle-ci en cas de retour dans son pays et, d'autre part, que les documents d'information relatifs à la situation sécuritaire en Turquie dont se prévaut la partie défenderesse, lesquels sont respectivement datés du 20 mai 2015 et du 3 septembre 2015, manquent d'actualité.

Partant, il est nécessaire d'actualiser ces informations en accordant une attention toute particulière à la situation sécuritaire telle qu'elle existe dans la région d'origine de la requérante.

4.7. Après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, il apparaît qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée, sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Toutefois, le Conseil n'a pas compétence pour procéder lui-même à cette instruction (articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers, exposé des motifs, Doc.parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, pages 95 et 96). Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits :

- Recueil et analyse d'informations actualisées concernant la situation des sympathisants et membres du BDP et du HDP ;
- Recueil et analyse d'informations actualisées concernant la situation sécuritaire en Turquie en accordant une attention particulière à la situation sécuritaire telle qu'elle existe dans la région d'origine de la requérante (Diyarbakir et le Sud-Est de la Turquie) ;
- Le cas échéant, nouvelle audition de la requérante afin de mettre en adéquation ces informations avec son profil particulier.

4.8. En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée, afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instructions nécessaires, pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision rendue le 27 novembre 2015 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le seize février deux mille seize par :

M. J.-F. HAYEZ, président f.f., juge au contentieux des étrangers

Mme M. BOURLART, greffier.

Le greffier, Le président,

M. BOURLART

J.-F. HAYEZ